

Pourquoi la direction de la communication de Macron a fait “fuir” cette “vidéo volée” ?

Pour que tout le monde intègre bien que le pire est à venir !

Au risque de nous répéter : 20 milliards pour le CICE, 3.5 milliards d'euros partis en fumée avec la fin de l'ISF, 4.5 milliards ponctionnés sur les retraités, etc. Mais par contre, on met "trop de pognon" dans les minima sociaux ? Du coup, il faudrait un "jeu coopératif public privé" (Comprendre : que l'Etat se laisse dépecer de ses services publics) et "responsabiliser les gens" (Comprendre : car ce sont des profiteurs et des fainéants).

C'est un discours néo-libéral pur et dur. C'est ce qui a guidé les politiques publiques en matière de santé et de protection sociale depuis plusieurs années, avec le « succès » que nous connaissons. Le président Macron l'exprime crument parce qu'il sait que ce discours mobilise une partie de ses soutiens qui auraient sinon tendance à le lâcher. C'est une pure opération de communication politique. Ce que les adeptes de ce discours veulent, c'est surtout ne pas poser la question des causes de la pauvreté, des causes du chômage de masse et de la précarité.

C'est une dérive dangereuse à laquelle nous assistons, un pouvoir qui se défie autant des classes populaires, qui les stigmatise, qui les jette à la vindicte finira par provoquer la dislocation de la société dans son ensemble.

Personne ne demande la charité, par contre ce que nous demandons c'est une politique qui se donne les moyens de combattre la pauvreté à sa source :

- Partage des richesses.
- Accès à un emploi stable.
- Des salaires corrélés à la richesse que crée le travail.
- Une protection sociale universelle et solidaire.
- Relever les minima sociaux pour permettre aux gens de vivre décemment.
- Taxation du capital et des dividendes.

Pour combattre la pauvreté il faut commencer par s'attaquer à ce qui la cause et non à ceux qui la subisse.

Pour combattre la pauvreté il faut définir un projet de société qui mette l'humain au centre de tous les enjeux et non le seul profit.

Dans les semaines qui viennent un plan pauvreté doit voir le jour, qui aura davantage une logique « d'investissement social » que de lutte monétaire contre la pauvreté, fondée sur la redistribution d'allocations.

La sortie « contrôlée » du président ne vise qu'à préparer l'opinion à un abandon pur et simple de millions de gens et de familles à qui il faudra expliquer que visiblement « ils ne sont pas suffisamment acteurs de leur propre vie ».

C'est juste indécent et totalement irresponsable !

Montreuil

Le 13 juin 2018